



*Représentation permanente de la Belgique auprès des Nations Unies et  
auprès des institutions spécialisées à Genève*

**WG UPR 23 – Mauritanie**

***Intervention de la Belgique***

3 novembre 2015

**Monsieur le Président,**

La Belgique salue les efforts déployés par la Mauritanie pour donner suite aux résultats du premier examen périodique universel, notamment la ratification du Protocole optionnel à la Convention contre la Torture et de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Mon pays est très attaché à la lutte contre la peine de mort et tient à saluer le maintien du moratoire sur les exécutions par le gouvernement de la Mauritanie depuis 1987. Mon pays recommande à cet égard de **(R1)** ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à l'abolition de la peine de mort. Mon pays recommande de commuer sans délai toutes les condamnations à la peine capitale en peines d'emprisonnement, y compris la récente condamnation à la peine de mort pour apostasie.

L'Etat de droit implique le respect des opinions divergentes, y compris en matière politique et religieuse. A ce sujet, mon pays recommande de **(R2)** protéger effectivement la liberté d'expression de la société civile, en particulier celle des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, afin qu'ils puissent mener leurs activités d'investigation en toute liberté sans entrave, intimidation, harcèlement ou risque de condamnation.

**(R3)** Afin de permettre aux Mauritaniens d'exercer pleinement leur droit à la liberté de religion, la Belgique recommande de supprimer le crime d'apostasie de la législation nationale.

Pour terminer, ma délégation aimerait saluer le fait que le gouvernement mauritanien ait adopté en mars 2014 un programme national d'éradication des séquelles de l'esclavage en application de la loi de 2007.

**Q1** Dans ce cadre, nous serions intéressés de savoir quelles sont les mesures effectivement prises par le gouvernement pour mettre en œuvre ce programme national et quel est le bilan actuel sur cette question ?

**Je vous remercie Monsieur le Président.**

\*\*\*

Thomas STEVENS